



DECLARATION LIMINAIRE CDAS du Var du 25 avril 2017

Monsieur le Président,

La volonté claire de ce gouvernement est de supprimer l'action sociale spécifique de notre ministère et de fondre le budget de l'action sociale des Finances dans celui de la fonction publique d'Etat. Le Secrétariat général ne défend pas les fonctionnaires du ministère des Finances : dans ces conditions, nous risquons de perdre les avantages âprement acquis lors des événements de 1989. La situation est désormais très préoccupante.

Au niveau départemental, malgré un budget limité avec lequel il est de plus en plus difficile de maintenir les actions nécessaires ou en développer de nouvelles, Solidaires Finances tient à remercier les membres de la Délégation pour le bilan de l'année écoulée. Solidaires Finances se réjouit également de l'arrivée fin 2016 du médecin de prévention qui permet enfin à l'action sociale d'avoir une équipe complète.

Par ailleurs, la mise en place de la carte Apetiz continue de poser problème, notamment pour la mise à jour du réseau d'acceptation sur le site internet. En l'état, cette carte ne répond toujours pas à son objectif, ni aux besoins des agents.

Solidaires Finances dénonce l'absence de formation des membres du CDAS. La saison 5 commence : nous souhaitons qu'elle nous apportera un heureux dénouement (plus de 5 ans après son annonce lors de la présentation de la note d'orientations ministérielles pour l'action sociale 2013).

In fine, qu'il s'agisse de restauration, de prêts, d'aides, de logements sociaux ou de loisirs, Solidaires finances rappelle que l'action sociale est profondément ancrée et présente au quotidien dans la vie des agents de nos ministères, actifs ou retraités. Elle répond à de véritables besoins, sans toutefois parvenir à y faire face tant ceux-ci sont importants.

Nous demandons l'annexion de cette liminaire au procès-verbal du CDAS.